

La Chine au début du XXe siècle

Cet article, le premier d'une série, se propose de tracer un bref parcours dans l'histoire de la Chine au XXe siècle. Il s'agira d'aborder l'histoire de la révolution chinoise en tentant de répondre à plusieurs questions : quelles furent les classes sociales en présence et le rôle respectif qu'elles jouèrent dans les processus révolutionnaires qui culminèrent dans les trois révolutions de 1911, 1927 et 1949 ? Quels étaient le programme et la nature du parti communiste chinois ? Quelle fut l'orientation de Trotsky et des militants chinois de l'Opposition de gauche, puis de la IVe Internationale ? Enfin, comment caractériser l'État et le mode de production de la Chine après 1949 ?

La Chine semi-féodale et semi-coloniale à l'aube du XXe siècle

Au début du XXe siècle, l'agriculture occupe en Chine les 4/5e de la population. Mais 10 % des propriétaires et paysans riches détiennent plus de 65 % des terres, tandis qu'une masse très pauvre (70 % des paysans) se partagent de maigres lopins, soit 15 % de la surface arable totale. Les gros propriétaires pressurent fermiers et métayers, tandis que règne la misère. La paysannerie est maintenue dans l'ignorance par l'opium de la religion, empreinte de morale confucianiste, fondée sur un code rigide du comportement, le culte de la famille et des ancêtres, la soumission à tout ce qui est plus puissant que soi-même.

La dynastie Qing, mandchoue, qui règne alors, passe pour étrangère aux yeux de la population, Les véritables détenteurs du pouvoir sont les mandarins, qui dirigent toute la hiérarchie administrative, et sont eux-mêmes de très riches propriétaires et usuriers. Les « seigneurs de la guerre » (l'aristocratie foncière armée) dominent quelques grandes provinces, enrôlent des troupes, pillent les paysans et se font la guerre. C'est le triomphe de la corruption généralisée.

La Chine en est d'autant plus aisément soumise à la domination impérialiste. Dans les années 1840-1850 ont été conclus les « traités inégaux », par lesquels la Chine est contrainte d'accueillir des missionnaires chrétiens, et surtout de réserver des quartiers extra-territoriaux, échappant au gouvernement chinois, aux puissances impérialistes. En 1885, face à la France, la Chine renonce au Tonkin puis, en 1895, à l'issue de sa défaite militaire face au Japon, elle perd la Corée et doit payer au gouvernement japonais de lourdes indemnités. Suit une véritable curée des grandes puissances européennes, du Japon et des États-Unis : la Chine est contrainte à des emprunts forcés à taux élevés, à des concessions minières et territoriales, dont la plus grande est Shanghai, devenue internationale et divisée entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La Chine est donc une semi-colonie.

Le début de l'industrialisation et l'apparition du nationalisme bourgeois : création du Kuomintang

Mais cette situation permet le développement l'industrie chinoise. Au début du siècle, la structure industrielle du pays combine un artisanat déjà ancien, spécifiquement chinois (textile, soie, bois, laque, porcelaine) et une grande industrie capitaliste, essentiellement financée par des capitaux étrangers : industrie extractive, métallurgie, coton et alimentation surtout. Ces capitaux financent aussi des infrastructures (ports, téléphone, chemins de fer...). On assiste parallèlement au développement d'une bourgeoisie chinoise, soit issue de l'ancienne bourgeoisie de la proto-industrialisation, soit une bourgeoisie intermédiaire, instruite, formée à l'étranger. Or une partie importante de cette bourgeoisie nationale se met à faire de la politique. Elle se veut anti-impérialiste et moderniste.

La Chine a longtemps subi son état d'arriération, mais il y a eu des précédents, comme la « révolte des Taiping » (1850-1865), paysans nationalistes et modernistes, dans une Chine du Sud plus instruite, plus ouverte, plus rebelle, puis celle des « Boxers » en 1900. Il y a eu aussi « les cent jours de Kang » en 1898, auxquels la reine mère Ci-Xi, très conservatrice, avait rapidement mis fin, mais qui donnèrent naissance à quarante édits, réformant les écoles, créant l'Université, instaurant un système judiciaire, un réseau postal, un code du commerce modernes, remplaçant les examens confucéens traditionnels par des concours ouverts sur la science... En 1909, les assemblées provinciales furent élues au suffrage censitaire ; la création de chambres de commerce allait quant à elle permettre l'extension de la bourgeoisie moderniste.

Le parti nationaliste (futur Kuomintang) est fondé par Sun-Yat-Sen, médecin de Canton, intellectuel, qui a fait ses études au Japon et aux États-Unis. Ce parti se compose essentiellement, à l'origine, d'une petite et moyenne bourgeoisie, officiers, intellectuels, étudiants, commerçants, entrepreneurs des grandes villes portuaires. Son programme englobe l'indépendance par rapport aux puissances étrangères, la souveraineté et la démocratie politique, le « bien-être » et la réforme agraire. Mais il n'est absolument pas révolutionnaire et s'oppose à la lutte de classes. Son influence s'étend rapidement dans la nouvelle bourgeoisie et à l'Université, ainsi que dans l'émigration chinoise, qui le finance. Entre 1905 et 1911, il fomente de nombreux soulèvements : l'un d'eux réussit en 1911 à Wuchang, appuyé par une insurrection des soldats contre le gouverneur général de la région. La République est proclamée. Cette révolte révolutionnaire, mêlant soldats et officiers, étudiants, bourgeois « modernisateurs » et ouvriers, contre la dynastie mandchoue corrompue qui livre le pays aux capitalistes occidentaux, s'étend peu à peu dans les provinces centrales et méridionales de la Chine. Sun-Yat-Sen, qui s'est rallié à la riche bourgeoisie des assemblées provinciales et des chambres de commerce, devient président de la république le 1er janvier 1912 ; mais il est rapidement évincé du pouvoir par la droite du mouvement nationaliste.

Le mouvement du 4 mai 1919

Entre 1911 et 1919, on assiste à une intense fermentation intellectuelle et à une radicalisation de la vie politique. L'Université en est le centre : fièvre de savoir, lecture d'ouvrages occidentaux, découverte du positivisme, du matérialisme, de l'anarchisme... Les journaux, les revues se multiplient. Chen Du Xiu, futur fondateur du parti communiste, brillant intellectuel, professeur à l'Université de Shanghai, dirige *La Jeunesse*, l'un des plus importants périodiques de l'époque, où écrit l'avant-garde intellectuelle et politique.

Or, au printemps 1919, une « Conférence de la Paix » se tient à Paris pour régler l'issue de la Première Guerre mondiale. La Chine y demande que les ex-concessions allemandes confisquées par le Japon lui soient restituées. Mais la conférence refuse : c'est la légalisation de l'agression japonaise. L'humiliation et l'indignation des Chinois débouchent sur l'explosion nationaliste du 4 mai : manifestations d'étudiants dans le quartier des ambassades impérialistes, grève générale des cours dans les Universités, boycott des produits japonais... Le mouvement, très intense, atteint une vingtaine de villes et gagne les ouvriers, qui se mettent en grève. Tous les protagonistes rejettent le gouvernement et la vieille culture chinoise, accusée de concourir à l'effondrement national du pays.

Naissance du parti communiste

Lénine a envoyé des délégués en Chine dès avant 1919, pensant que les semi-colonies sont des maillons faibles de l'impérialisme, qu'il faut donc y travailler tout particulièrement, afin d'étendre la révolution au niveau mondial. Or, pour un certain nombre d'étudiants et d'intellectuels, le mouvement du 4 mai se prolonge naturellement par l'étude du marxisme, ignoré en Chine jusqu'en 1917 : dans les universités, des groupes d'études marxistes se multiplient. Ils vont bientôt donner naissance au parti communiste chinois : celui-ci est fondé à Shanghai, concession française, en juillet 1921. Le Congrès réunit 12 personnes, qui représentent 57 adhérents, des intellectuels et aucun ouvrier... Chen Du Xiu, qui est l'un des premiers Chinois à s'être rallié au marxisme, est élu secrétaire général. Mao Zedong, bibliothécaire à l'Université de Shanghai, est secrétaire de séance...

Ces intellectuels savent qu'ils doivent absolument se plonger en milieu ouvrier. Or le prolétariat s'est développé en Chine avec le début de l'industrialisation. On compte 1,5 millions d'ouvriers vers 1910. Ils ont commencé à s'organiser spontanément, mettant notamment à profit la relative liberté octroyée par la République en 1911 pour créer des syndicats, principalement à Shanghai, Canton et Hong Kong. On compte une centaine de grèves entre 1895 et 1918.

Entre 1921 et 1924, le PCC se construit à un rythme foudroyant, s'implante dans les syndicats des grandes villes, organise des grèves. Sous son impulsion se tient en 1922,

à Canton, le premier congrès national des syndicats chinois, dont les quelque 160 délégués représentent déjà 270 000 travailleurs. Mais le gouvernement et le patronat ne tardent pas à réagir ; la répression s'abat ; celle de la grève des chemins de fer en février 1923 est violente. Cela entraîne un certain recul du mouvement ouvrier. Les dirigeants du parti et de l'Internationale communiste décident alors un virage stratégique, sous la forme d'une alliance avec le Kuomintang. L'idée est de s'appuyer sur ce parti bourgeois nationaliste progressiste pour développer le parti communiste à la fois en soutenant la cause de la révolution nationale et démocratique chinoise, en bénéficiant d'une certaine « couverture » pour protéger les militants communistes et pour nouer des liens avec les membres les plus progressistes du Kuomintang. De leur côté, les dirigeants de ce parti sont en train d'essayer de conquérir par les armes le pays, dont la plus grande partie leur échappe et est en proie aux exactions des « seigneurs de la guerre » ; ils ont donc un besoin impérieux d'argent et d'armes pour lancer leurs offensives militaires ; dès lors, ils voient dans l'alliance avec les communistes une opportunité pour se développer dans les villes grâce à des militants qu'ils savent dévoués et efficaces, et surtout pour bénéficier d'un appui politique, financier et militaire de la part de l'État soviétique.

Les dirigeants du Kuomintang ne sont pas sots : ils soumettent l'alliance envisagée à une condition impérative ; les communistes ne pourront entrer qu'à titre individuel dans le parti nationaliste, et n'auront pas le droit d'y faire de la propagande communiste. Les dirigeants de l'Internationale communiste, dont le président est Zinoviev (alors allié à Staline dans la lutte contre Trotsky, qui vient de commencer), et qui tend déjà à fonctionner de plus en plus comme un instrument au service de l'État soviétique, demandent au PCC d'accepter la condition imposée par le Kuomintang. L'alliance est donc scellée en janvier 1924, et des accords entre Sun-Yat-Sen et l'État soviétique sont signés (les « accords Sun-Joffé »).

Dès lors, la plupart des militants communistes seront investis à temps plein dans la construction loyale du Kuomintang. Le PCC comme tel, dont les organismes sont formellement maintenus, perd rapidement toute visibilité. Une pareille stratégie ne peut conduire qu'à la décomposition. Et à la catastrophe.

Article suivant : [Essor et échec de la deuxième révolution \(1921-1927\)](#)

Laura Fonteyn, le 15 mai 2003